

Art. 39. Dans l'article 22, cinquième alinéa du même arrêté, après le membre de phrase « de la convention écrite, » sont insérés les mots « pour les familles qui ont fait usage de jours d'absence dans ce mois calendaire ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions finales*

Art. 40. Pour l'appel général de l'agence sur la base de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2020 portant exécution de l'article 57 de l'Arrêté de procédure du 9 mai 2014, en ce qui concerne les règles de programmation pour la répartition de la subvention pour la réalisation du tarif sur base des revenus pour les places d'accueil d'enfants existantes en 2020-2021, qui est toujours en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 15 du présent arrêté, un régime transitoire s'applique et le ministre peut, pour cet appel en cours, augmenter le budget disponible visé à l'article 2, 1° de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2020 portant exécution de l'article 57 de l'Arrêté de procédure du 9 mai 2014, en ce qui concerne les règles de programmation pour la répartition de la subvention pour la réalisation du tarif sur base des revenus pour les places d'accueil d'enfants existantes en 2020-2021.

Art. 41. Les articles 1 et 3, 1° et 3°, l'article 6, l'article 7, l'article 9, 2°, l'article 10, 1°, l'article 14, l'article 15, l'article 17, 1° à 3°, l'article 18, l'article 19, 1°, l'article 20, 2°, les articles 21 à 22, les articles 24 à 26, les articles 28 à 30, les articles 32 à 38 et l'article 40 entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

L'article 39 produit ses effets à compter du 1 janvier 2021.

L'article 16, l'article 17, 4°, l'article 19, 2°, l'article 20, 1°, les articles 23, 27 et 31 entrent en vigueur le 1 avril 2021.

L'article 2, l'article 3, 2°, l'article 4, l'article 5, l'article 8, l'article 9, 1°, l'article 10, 2°, et les articles 11 à 13 entrent en vigueur le 1 janvier 2022.

Art. 42. Le ministre flamand compétent pour le grandir est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 29 janvier 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2021/40293]

28 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 47 approuvant le budget initial 2021 du Service Administratif à Comptabilité Autonome « Urgence et Redéploiement » en vue de soutenir les secteurs touchés par la crise et de permettre le redéploiement de ceux-ci dans le cadre de la crise du COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement en vue de réagir à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er}, b), f) et h) ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, article 69 ;

Vu le décret-programme du 9 décembre 2020 portant diverses mesures visant à faire face aux conséquences de la crise du coronavirus, aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, au fonds écureuil, à WBE, à la Santé, aux Médias, à l'Éducation permanente, aux bourses d'étude, à la Recherche scientifique, et à l'Enseignement obligatoire, articles 1^{er} et 2 ;

Vu le décret du 9 décembre 2020 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2021, article 38 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 janvier 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 2020 ;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de prendre avec diligence les mesures de soutien et de redéploiement décidées par le Gouvernement afin de soutenir les secteurs dépendant de la Communauté française et affectés par les mesures prises pour contenir la propagation du COVID-19 ;

Considérant que l'ensemble des moyens budgétaires permettant le financement et donc la mise en œuvre des mesures de soutien et de redéploiement décidées par le Gouvernement ont été versés au Service Administratif à Comptabilité Autonome et qu'il est donc impératif qu'il dispose d'un budget approuvé pour être utilisé ;

Sur proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvé et annexé au présent arrêté, le budget initial 2021 du Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 janvier 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

RECETTES 2021

AB	Intitulé des articles budgétaires	Crédits engagements 2021	Crédits liquidations 2021
1.0	Programme 0 - Transferts soldes		
1.0.01	Transfert des soldes du fonds d'urgence	148.288.681	148.288.681
1.0.02	Transfert des soldes de la provision numérique DO 12	5.000.000	5.000.000
1.1	Programme 1 - Recettes diverses		
TOTAL		153.288.681	153.288.681

DEPENSES 2021

AB	Intitulé des articles budgétaires	Crédits engagements 2021	Crédits liquidations 2021
2.0	Programme 0 - Provision non-affectée		
2.0.01	Provision non affectée	33.835.000	33.835.000
2.1	Programme 1 - Secrétariat général		
2.1.01	Matériel sanitaire	978.836	978.836
2.1.03	Numérique dans l'enseignement	10.000.000	10.000.000
2.1.04	Infrastructures - appel à projet sanitaires	25.000.000	25.000.000
2.1.05	Enfance	6.600.032	6.600.032
2.1.06	Fonction publique	191.275	191.275
2.1.07	Fonds déconsolidé	3.000.000	3.000.000
2.2	Programme 2 - Enseignement obligatoire		
2.2.01	Matériel informatique - ordinateurs reconditionnés	60.450	60.450
2.2.02	Etudes sur la transmission du Covid en milieu scolaire	200.000	200.000
2.2.03	Anticipation directeur adjoint	1.300.000	1.300.000
2.2.04	Soutien pour les coûts exceptionnels générés par le covid	10.782	10.782
2.2.05	Frais de déplacement des enseignants	5	5
2.3	Programme 3 - Culture et Médias		
2.3.01	Soutien aux arts vivants	88.558	88.558
2.3.02	Soutien au secteur socio-culturel	12.244	12.244
2.3.03	Soutien aux centres d'Art	61.361	61.361
2.3.04	Soutien au cinéma	1.407.067	1.407.067
2.3.05	Soutien aux musées	14.418	14.418
2.3.06	Soutien au secteur des musiques	30.739	30.739
2.3.07	Pertes de billetterie	1.476.047	1.476.047
2.3.08	Provision culture non affectée	32.000	32.000
2.3.09	Soutien aux festivals (dont +145K remb double paiements)	172.916	172.916
2.3.10	Soutien à la chaîne du livre (dont 60k€ à charge de l'enveloppe 2 culture)	1.895.972	1.895.972

2.3.11	Soutien aux opérateurs subventionnés par la FWB	18.900.000	18.900.000
2.3.12	Soutien aux opérateurs bénéficiant d'une aide ponctuelle de la FWB	2.100.000	2.100.000
2.3.13	Soutien aux opérateurs non-subventionnés	3.000.000	3.000.000
2.3.14	Cellule de veille	2.100.000	2.100.000
2.3.15	Un futur pour la culture	3.000.000	3.000.000
2.3.16	Aides à la création	1.320.000	1.320.000
2.3.17	Urgence dont garantie	2.000.000	2.000.000
2.3.18	Aide à la diffusion	695.035	695.035
2.3.19	Soutien à la diffusion internationale des artistes	2.000.000	2.000.000
2.3.20	Médias	1.471.854	1.471.854
2.4	Programme 4 - Jeunesse et Aide à la jeunesse		
2.4.01	Jeunesse	3.000.000	3.000.000
2.4.02	Soutien aux secteurs de l'aide à la jeunesse	4.107.880	4.107.880
2.5	Programme 5 - Enseignement supérieur, recherche, hôpitaux universitaires, promotion sociale		
2.5.01	Recherche	14	14
2.5.02	Subsides sociaux	2.285.000	2.285.000
2.5.03	Soutien aux hôpitaux universitaires	1.566.250	1.566.250
2.5.04	Promotion sociale	1.054.335	1.054.335
2.5.05	Soutien pour les coûts exceptionnels générés par le covid	11.800.000	11.800.000
2.5.06	Prolongement des conseillers académiques	1.600.000	1.600.000
2.6	Programme 6 - Sport		
2.6.01	Soutien aux secteurs du sport	4.920.613	4.920.613
TOTAUX		153.288.681	153.288.681
SOLDE		0,00	0,00

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/40293]

28 JANUARI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 47 tot goedkeuring van de initiële begroting 2021 van de Administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Noodhulp en herschikking » om de sectoren te ondersteunen die getroffen worden door de crisis en om de herschikking ervan mogelijk te maken in het kader van de COVID-19-crisis

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering om te reageren op de tweede golf van de "COVID-19"-gezondheids crisis, artikel 1, § 1, b), f) en h) ;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 69;

Gelet op het programmadecreet van 9 december 2020 houdende diverse maatregelen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van de Coronaviruscrisis inzake Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, het Fonds Ecureuil, WBE, Gezondheid, Media, Permanente Opvoeding, Studiebeurzen, het Wetenschappelijk Onderzoek en het Leerplichtonderwijs, artikelen 1 en 2;

Gelet op het decreet van 9 december 2020 van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2021, artikel 38 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 januari 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 januari 2020 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de nood om snel steun- en herschikkingsmaatregelen te nemen waartoe de Regering heeft besloten om de sectoren te ondersteunen die afhankelijk zijn van de Franse Gemeenschap en die worden getroffen door de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van COVID-19 in te perken ;

Overwegende dat alle budgettaire middelen die de financiering mogelijk maken en dus de uitvoering van de steun- en herschikkingsmaatregelen waartoe de regering heeft besloten, betaald werden aan de Administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie en dat het daarom absoluut noodzakelijk is dat deze over een goedgekeurd budget beschikt ;

Op de voordracht van de Minister van Begroting ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd en gevoegd bij dit besluit de initiële begroting 2021 van de Administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Noodhulp en herschikking ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 januari 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,
Fr. DAERDEN

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/200392]

10. DEZEMBER 2020 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2019

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die im Anhang an das vorliegende Dekret aufgeführte und durch den Rechnungshof gemäß Artikel 40.1 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zertifizierte Rechnungslegung für das Haushaltsjahr 2019 wird gutgeheißen.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 43 desselben Dekretes ist das Rechnungsjahr für das Haushaltsjahr 2019 endgültig abgeschlossen.

Eupen, den 10. Dezember 2020

O. PAASCH

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen

A. ANTONIADIS

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und Wohnungswesen

I. WEYKMANS

Die Ministerin für Kultur und Sport,
Beschäftigung und Medien

L. KLINKENBERG

Die Ministerin für Bildung,
Forschung und Erziehung

Fußnote

Sitzungsperiode 2020-2021

Nummerierte Dokumente: 6-HH2019 (2020-2021) Nr. 1 Dekretentwurf

6-HH2019 (2020-2021) Nr. 2 Bericht des Rechnungshofs

6-HH2019 (2020-2021) Nr. 3 Bericht

6-HH2019 (2020-2021) Nr. 4 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführliche Berichte: 7., 8. und 10. Dezember 2020 Diskussion und Abstimmung

Nrn. 18-20